

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le 9 février 2024

Nomination de Kasbarian, ministre du délogement et de l'expulsion !

La nomination, sans surprise, de Guillaume Kasbarian comme ministre délégué au Logement inquiète fortement la Fédération CNL du Val-de-Marne et les habitants du département.

Auteur d'une loi criminalisant les locataires, cette nomination confirme l'orientation vers une droite ultra-libérale de ce Gouvernement qui entend ainsi en finir avec le logement social. Le nouveau ministre se revendique, explicitement, comme le défenseur des petits propriétaires. Ainsi, il a défendu une autre loi permettant d'élargir la location des logements de 1,80 mètre sous plafond, peu éclairés et peu ventilés, souvent indigne.

Cette nomination intervient non seulement dans un contexte de crise systémique du logement, mais également au moment où le Gouvernement entend détruire la loi SRU en imposant les logements intermédiaires dans le décompte. Cette décision affaiblit l'effort de solidarité républicaine.

Dans le Val-de-Marne - où 100 000 familles attendent un logement et où 40 000 logements sont considérés comme indignes - plusieurs maires hors-la-loi continuent à braver, sans vergogne et en toute impunité, la loi pour ne pas loger les personnes les plus modestes. Ils reportent ainsi, sur les villes des maires-bâtitisseurs, la responsabilité de ces attributions. Permettre aux maires de choisir les familles de leur parc social est impossible s'il n'existe aucune solidarité entre les communes. Ainsi, le Premier ministre autorise la "préférence communale" pour les maires hors-la-loi renforçant ainsi la ségrégation sociale et culturelle des quartiers populaires.

Les chantiers sont nombreux et nous attendons du nouveau ministre qu'il prenne la mesure des enjeux qui attendent le secteur sinistré du logement. Le choc de l'offre promise par le Gouvernement ne peut se faire que dans le cadre d'un service public du logement et la vocation généraliste du logement social.

La Fédération CNL du Val-de-Marne demande au ministre qu'il revienne sur les déclarations du Gouvernement de détruire la loi SRU et d'incarner une politique du logement ambitieuse au service de toutes et tous.

La Fédération demande pour le Val-de-Marne :

- **Le gel des loyers et la revalorisation des aides au logement**
- **L'arrêt de la Réduction de Loyer de Solidarité pour les bailleurs**
- **La réquisition et le réaménagement des 40 000 logements vacants**
- **L'arrêt des augmentations de loyers dans les logements sociaux passoires énergétiques**
- **La construction de 1 000 logements sociaux**
- **Le respect de la loi SRU dans les villes carencées**

Fédération C.N.L. du Val-de-Marne
Contact presse

CNL 94 01 43 91 11 11 / cni.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne